

**EVIDENCE**

OTTAWA, Thursday, October 3, 2024

The Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy met with videoconference this day at 11:30 a.m. [ET], in public and in camera, to study Bill C-294, An Act to amend the Copyright Act (interoperability).

**Senator Pamela Wallin** (*Chair*) in the chair.

**The Chair:** Welcome to those in the room and online. This is the Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy.

My name is Pamela Wallin. I serve as the chair of this committee. Let me introduce the members of the committee here today: Senator Loffreda, our deputy chair; Senator Deacon from Nova Scotia; Senator Gignac; Senator Marshall; Senator Massicotte; Senator Martin; Senator Varone; and Senator Yussuff.

Today, we begin our examination of Bill C-294, An Act to amend the Copyright Act (interoperability).

We have the pleasure of welcoming in person to our session here today Jeremy Patzer, Member of Parliament for Cypress Hills—Grasslands, Saskatchewan, and sponsor of Bill C-294. Thank you for your work, for having your bill go through your system and for bringing it to us today. We will now take a few moments to hear your opening remarks. Please go ahead.

**Jeremy Patzer, Member of Parliament for Cypress Hills—Grasslands, Saskatchewan, sponsor of the bill, as an individual:** Thank you for inviting me to speak about my private member's bill: Bill C-294. I want to thank Senator Housakos for sponsoring my bill and Senator Deacon for being the critic. Your work is appreciated.

I'm happy to say that Bill C-294 passed unanimously through the House of Commons at all stages.

“Interoperability” is not a word you hear very often. In this specific case, it has to do with technology, and understanding it as a technical issue can be a little complicated. But the bill is fairly simple and straightforward.

It brings an overdue amendment to the Canadian Copyright Act, which grants certain exemptions for circumventing technological protection measures, or TPMs for short.

**TÉMOIGNAGES**

OTTAWA, le jeudi 3 octobre 2024

Le Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie se réunit aujourd'hui, à 11 h 30 (HE), en séance publique et à huis clos, avec vidéoconférence, afin d'examiner le projet de loi C-294, Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur (interopérabilité).

**La sénatrice Pamela Wallin** (*présidente*) occupe le fauteuil.

**La présidente :** J'aimerais souhaiter la bienvenue aux participants en personne et à distance. Il s'agit d'une réunion du Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie.

Je m'appelle Pamela Wallin et je préside les délibérations du comité. J'aimerais vous présenter les membres du comité présents aujourd'hui : notre vice-président, le sénateur Loffreda, le sénateur Deacon de la Nouvelle-Écosse, le sénateur Gignac, la sénatrice Marshall, le sénateur Massicotte, la sénatrice Martin, le sénateur Varone et le sénateur Yussuff.

Nous entamons aujourd'hui l'examen du projet de loi C-294, Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur (interopérabilité).

Nous avons le plaisir d'accueillir en personne Jeremy Patzer, le député de la circonscription de Cypress Hills—Grasslands, en Saskatchewan, et parrain du projet de loi C-294. Je vous remercie de votre travail. Votre projet de loi a cheminé et, grâce à vous, il est porté à notre attention aujourd'hui. Nous entendrons maintenant vos remarques liminaires. À vous la parole.

**Jeremy Patzer, député, Cypress Hills—Grasslands, Saskatchewan, parrain du projet de loi, à titre personnel :** Je vous remercie de m'avoir invité à témoigner au sujet de mon projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-294. J'aimerais remercier le sénateur Housakos d'avoir parrainé mon projet de loi et le sénateur Deacon, qui en est le porte-parole. Je vous suis reconnaissant de votre travail.

Je suis ravi de pouvoir affirmer que le projet de loi C-294 a été adopté à l'unanimité à la Chambre des communes à toutes les étapes du processus.

Nous n'entendons pas souvent le mot « interopérabilité ». Dans le cas qui nous occupe, le terme est lié à la technologie et il peut être ardu de comprendre le problème technique qu'il représente. En revanche, le projet de loi est relativement simple et facile à comprendre.

Il propose d'apporter une modification attendue depuis longtemps à la Loi sur le droit d'auteur, qui prévoit un certain nombre d'exemptions pour contourner les mesures techniques de protection, ou MTP.

My interest in changing the Copyright Act came from an issue brought to my attention from a manufacturer back home. Digital locks have become a common occurrence in machinery as they become more sophisticated and digitally operated.

Making farm equipment interoperate used to be as simple as hooking up a few hydraulic hoses. Over time, cabling was included as digital monitors and controls became more common.

TPMs were originally intended to encourage more innovation. But now they are being used by large original equipment manufacturers, or OEMs, to block small and medium-sized enterprises, or SMEs — sometimes as simply as forcing the acceptance of terms and conditions which stipulate that only the OEM owns the software, despite the user owning the hardware in which the software is embedded, including language that prohibits the reverse engineering of the product. Therein lies the problem.

Neither exemption currently in the Copyright Act for interoperability provides enough certainty or clarity for short-line manufacturers. This is why certainty and clarity for circumvention for the only purpose of interoperability is paramount, as the limitation provisions in my bill demonstrate.

Competition drives innovation. Innovation drives progress. If we don't make changes to provide more certainty and clarity for our innovators, then Canada's historical advantage will be lost.

In closing, interoperability is about more than just agriculture. It is a whole-of-the-economy issue that is national in scale and scope. Bill C-294 is the first step in the right direction toward responding to a rapidly changing digital world. Thank you.

**The Chair:** Thank you. We appreciate those remarks.

We will begin our questioning with our deputy chair, Senator Loffreda.

**Senator Loffreda:** Thank you, Mr. Patzer, for being with us, and congratulations on putting forward a much-needed bill.

When it comes to the Copyright Act, legal concerns are always a priority. I was reading recently there was one court case in Canada which is the federal case of *Nintendo of America v. King*.

Ma motivation à présenter cette modification à la Loi sur le droit d'auteur découle d'une situation qui a été portée à mon attention par un fabricant de ma circonscription. Les serrures numériques sont de plus en plus utilisées dans la machinerie en raison de la sophistication accrue des appareils et de leur contrôle numérique.

Auparavant, pour rendre une pièce d'équipement agricole interopérable, il suffisait de connecter quelques tuyaux hydrauliques ensemble. Au fil du temps, des câbles ont été ajoutés, au fur et à mesure que les écrans et les contrôles numériques se sont répandus.

Au départ, les MTP avaient pour but de favoriser l'innovation. Toutefois, elles sont maintenant utilisées par de grands fabricants d'équipement d'origine, ou FEO, afin de nuire aux petites et moyennes entreprises. Parfois, ils les forcent simplement à accepter des conditions indiquant que le FEO est l'unique propriétaire du logiciel, malgré le fait que l'utilisateur est propriétaire de l'équipement dans lequel se trouve le logiciel. Parfois, les conditions incluent un libellé interdisant la rétro-ingénierie du produit. Voilà l'essence même du problème.

Aucune exemption actuelle sur l'interopérabilité prévue dans la Loi sur le droit d'auteur n'offre suffisamment de certitude ni de clarté pour les petits fabricants. C'est pourquoi il importe d'offrir une plus grande certitude et une plus grande clarté pour les cas où il convient de contourner les MTP dans le simple but de permettre l'interopérabilité, conformément à ce qui est indiqué dans les dispositions restrictives de mon projet de loi.

La concurrence alimente l'innovation. L'innovation alimente le progrès. Si nous n'apportons pas de modification afin d'offrir plus de certitude et de clarté aux agents d'innovation, le Canada perdra son avantage historique.

Pour conclure, l'interopérabilité ne touche pas uniquement l'agriculture. Elle se répercute sur tous les domaines de l'économie de portée nationale. Le projet de loi s'avère un premier pas qui nous permettra de nous adapter à un monde numérique en constante évolution. Je vous remercie.

**La présidente :** Je vous remercie pour vos remarques liminaires.

Nous entamerons la période de questions en commençant par notre vice-président, le sénateur Loffreda.

**Le sénateur Loffreda :** Je vous remercie d'être là, monsieur Patzer. Je vous félicite d'avoir déposé un projet de loi dont nous avons grandement besoin.

Lorsqu'il est question de la Loi sur le droit d'auteur, les préoccupations juridiques sont toujours une priorité. J'ai appris récemment dans une lecture l'existence d'une cause de la cour fédérale, *Nintendo of America c. King*.

Given the economics and significance often attributed to interoperability, why do you think there have been so few court cases on this matter?

**Mr. Patzer:** Part of what happened with the *Nintendo of America v. King* decision was there was a big chill effect put over the entire industry — more so than in the video game sphere but for innovators writ large.

When you see the precedent put in place by that decision, and when you have a smaller outfit looking at what potential fines and penalties they could face because of the precedent set, one court case would wipe out a company, such as many of our short-line manufacturers that we have across the country, whether it be Honey Bee Manufacturing, Degelman or MacDon. Companies like that are driving innovation, but they simply aren't large-scale companies that could handle going through the court and legal system. They need more certainty and clarity. That is what we are striving to achieve with this bill.

**Senator Loffreda:** You're comfortable that the court's conclusions in this case and this bill align, and there are no further concerns moving forward?

**Mr. Patzer:** As I indicated, it's the first step in the right direction. There will be more changes needed to things like the Competition Act, which does generally fall under provincial authorities.

As far as the Copyright Act goes, this will provide certainty for them to be able to circumvent a TPM in order to access the information for that sole purpose, which is to make their product interoperate.

I firmly believe — and with the testimony we heard at committee on the House of Commons side — that there will still be strengths in place for a big company that has created unique software. They're not at risk of being pirated or having extra information taken that is not supposed to be there. The legal system is still strong enough to provide that certainty.

However, this provision will allow the short-line guys, who are the main innovators in the economy, to be able to access the information they need in a manner that will fall under the law and not outside of it going forward.

**Senator Loffreda:** Thank you.

**Senator C. Deacon:** Thank you, MP Patzer, for being here and for your work on this. It is a precise focus that you've put into this. It will generate many benefits for farmers and many others.

Étant donné les aspects économiques entourant l'interopérabilité, et son importance, pourquoi, à votre avis, y a-t-il eu si peu de causes devant les tribunaux?

**M. Patzer :** La cause *Nintendo of America c. King* a eu un effet paralysant à l'échelle de l'industrie, encore plus pour les agents d'innovation de façon générale que dans le domaine des jeux vidéo.

Si l'on tient compte du précédent créé par cette décision et que l'on regarde les amendes et les pénalités qui pourraient être imposées aux petits joueurs, on constate qu'une cause devant les tribunaux pourrait entraîner la chute d'une entreprise, par exemple chez nos petits fabricants partout au pays, tels que Honey Bee Manufacturing, Degelman ou MacDon. Ces entreprises alimentent l'innovation, mais elles ne sont pas assez grandes pour survivre à une poursuite en justice. Elles ont besoin de plus de clarté et de certitude. C'est ce que nous tentons de faire avec le projet de loi.

**Le sénateur Loffreda :** Croyez-vous que le projet de loi cadre avec les conclusions du tribunal? Y a-t-il d'autres préoccupations?

**M. Patzer :** Comme je l'ai dit, il s'agit d'un pas dans la bonne direction. Il faudra apporter d'autres modifications, notamment à la Loi sur la concurrence, qui relève normalement des autorités provinciales.

Pour ce qui est de la Loi sur le droit d'auteur, le projet de loi offrira aux entreprises la certitude nécessaire pour contourner une MTP afin d'accéder à de l'information dans le but d'assurer l'interopérabilité d'un produit.

Je crois fermement — et notamment avec le témoignage que nous avons entendu dans une séance de comité de la Chambre des communes — que les grandes entreprises qui ont créé un logiciel unique disposeront encore de certaines forces. Elles ne risquent pas de se faire pirater ni de se faire soutirer de l'information additionnelle qui n'est pas censée être communiquée. Le système de justice s'avère suffisamment robuste pour offrir cette certitude.

Toutefois, cette disposition permettra aux petits fabricants, qui sont les principaux agents d'innovation de l'économie, d'accéder à l'information dont ils ont besoin de manière légale à l'avenir.

**Le sénateur Loffreda :** Je vous remercie.

**Le sénateur C. Deacon :** Je vous remercie d'être là, monsieur Patzer, et je vous remercie de votre travail dans ce dossier. Vous avez adopté un angle précis. Le projet de loi engendrera de nombreux avantages pour les agriculteurs et d'autres entrepreneurs.

The point here is this: I've heard people say this is only for the benefit of Western Canada. I know this is to the benefit of farmers in Nova Scotia, if this goes through.

Given the experience you have with this, I would appreciate you giving us some idea of the breadth of benefit that will come to manufacturers, operators and consumers by bringing in interoperability as a way to harness the full value of whatever product you buy and integrate it in a way that works in your life.

**Mr. Patzer:** When you look at the whole economy, different regions of our country do different things either better or more specific than other parts of the country do.

We're fortunate in Saskatchewan. Agriculture is the main driver of our economy; in other parts of the country, it's mining or forestry.

When you look at the specialized nature of some of the equipment they use, you might have a large OEM that makes a generalized product but not a specialized product. Then you get some of these smaller companies where, if it's like farming, they would have been started by somebody who has worked in that industry. They would have identified a specific problem not being solved by the large OEM.

Then they can manufacture and make that smaller, more specific product that's going to help mine that ore in a more efficient manner. Or on the forestry side, it could get the logging done in a more efficient manner. It's on the health and safety side of it too.

On the safety side, you would be able to make more specialized equipment to provide better safety for employees in the workforce and the labour force.

I mentioned how it's a whole-of-the-economy approach. Interoperability happens in so many parts of our daily lives, but we're not always aware. Something could be as simple as you taking your computer mouse and plugging it into your computer. You might have an off-brand mouse that you plugged into a Dell system. That's interoperability. It plugs in. It works.

We're reaching a point with bigger and larger equipment where that's not the case. Growing up on the family farm, you would connect to your header. You could connect up a few hydraulic hoses, because everything was static hydraulics. It was a matter of the pressures aligning. Now with how digital and electronic everything has become, that is no longer the case where you can simply plug and play and away you go.

When you look at heavy equipment operators, for example, there is a bucket for the front end of a skid-steer of a Bobcat, for example. It used to be you could go clip on and away you go. Now with the way some of the components work, a simple hook-

Par contre, j'ai entendu dire qu'il ne bénéficiera qu'aux gens de l'Ouest du pays. Je sais qu'il bénéficiera aux agriculteurs de la Nouvelle-Écosse, s'il est adopté.

Étant donné votre expérience, pourriez-vous nous donner une idée de l'ampleur des avantages que tireront nos fabricants, nos exploitants et nos consommateurs de l'interopérabilité, qui nous permettra de tirer pleinement profit de la valeur des produits que nous achetons et de bien intégrer ce concept dans nos vies?

**M. Patzer :** Quand on regarde l'économie dans son ensemble, certaines régions du pays se spécialisent dans un domaine ou se débrouillent mieux que d'autres dans un secteur donné.

Nous avons de la chance en Saskatchewan. L'agriculture est le principal moteur de l'économie. Dans d'autres régions du pays, ce sont plutôt les mines ou l'industrie forestière.

Certaines pièces d'équipement sont très spécialisées. Il y a parfois un grand FEO qui fabrique un produit générique, non spécialisé. Si c'est comme en agriculture, certaines des plus petites entreprises ont vu le jour grâce à une personne qui a déjà travaillé dans cette industrie et qui a identifié un problème précis qui n'a pas été réglé par ce grand FEO.

Ce petit fabricant peut fabriquer un produit spécialisé qui servira à extraire le minerai de fer plus efficacement. Quant à l'industrie forestière, l'abattage pourrait se faire de manière plus efficiente. Il y a aussi l'enjeu de la santé et sécurité.

Concernant la sécurité, les entreprises pourraient fabriquer des pièces d'équipement spécialisé afin d'accroître la sécurité des employés.

Comme je l'ai dit, il s'agit d'une question qui touche l'ensemble de l'économie. L'interopérabilité est présente dans de nombreuses sphères de nos vies, bien que nous n'en ayons pas toujours conscience. Parfois, il s'agit de choses très simples comme de brancher une souris dans un ordinateur. La souris est peut-être fabriquée par une marque peu connue et vous la branchez dans un système Dell. L'interopérabilité fait le travail. Vous branchez la souris, et elle fonctionne.

Nous avons atteint un point où il n'y a pas d'interopérabilité pour les grandes pièces d'équipement. Jadis, quand on vivait sur une ferme, on branchait l'écimeuse à l'aide de quelques tuyaux hydrauliques, car à l'époque tout était statique. Il fallait tout simplement ajuster la pression. De nos jours, tout est numérique et électronique et on ne peut plus simplement connecter un tuyau pour tout régler.

Si l'on prend les opérateurs d'équipement lourd, par exemple, pensons au godet qui se trouve à l'avant du chargeur à direction différentielle d'un véhicule Bobcat. À l'époque, vous n'aviez qu'à le fixer, et le tour était joué. De nos jours, dans de

on-and-go attachment isn't possible anymore in a lot of industries. That's why we're talking about the specialty side of it when it comes to other industries across the country. It's about making sure that innovators are able to make a specific product that will work for their particular industry, not just in agriculture but also across the economy.

**Senator C. Deacon:** I can specifically attest to the fact that in the blueberry industry in Nova Scotia, which is hugely important in the Maritime provinces, the sophistication of the blueberry harvesters requires this interoperability to optimize. Thank you very much.

**Senator Marshall:** I have three questions. First of all, is it possible those amendments can be made through regulations, or is this the only route you can use? There is a provision in the legislation that the government can use regulations to make some changes. Did you look at that?

**Mr. Patzer:** I did explore that possibility. In some of the early-going consultations we had, we were told that a statutory change would be required, meaning we had to go the legislative route. I do think there are regulations that could be changed. That would be possible. I don't have those specific examples in front of me at the moment. Potentially, the next panel that you have might be able to answer those for you. I do think there are some regulatory options available as well as more statutory changes.

In the interest of trying to achieve certainty and clarity as directly as possible and in as focused of a manner as possible, this was the route that we went. At committee, we accepted some amendments that came from the government officials as well on this.

**Senator Marshall:** One of the concerns I have is that we're making piecemeal changes to the legislation. We have your bill today, and, yesterday, we were studying another bill that will amend the Copyright Act. I've noticed in the last few years that everything is being done piecemeal as opposed to comprehensively.

Do you have any concerns with regard to that? You have a piece of the puzzle, but we have several people who have other pieces. Does it all come together correctly?

**Mr. Patzer:** I think it can all come together correctly. In 2019, there was a wholesale review of the Copyright Act. It's 2024; we have not seen changes to the Copyright Act from the comprehensive study that was done. While we're still waiting for the government to make those comprehensive changes, it's created a window of opportunity for some of these smaller, piecemeal changes to be done and put through.

nombreuses industries, on ne peut plus tout simplement attacher certaines composantes. C'est pourquoi nous parlons des diverses spécialités à l'échelle du pays. Il faut s'assurer que les agents d'innovation soient en mesure de fabriquer certains produits qui répondent aux besoins précis d'une industrie, et pas seulement en agriculture, mais dans tous les secteurs de l'économie.

**Le sénateur C. Deacon :** Je peux vous dire que dans le secteur des bleuets en Nouvelle-Écosse, un secteur important dans les provinces maritimes, l'interopérabilité s'avère essentielle pour optimiser l'exploitation des moissonneurs de bleuets, qui sont maintenant très sophistiqués. Je vous remercie.

**La sénatrice Marshall :** J'ai trois questions. D'abord, ces modifications peuvent-elles se faire en modifiant le règlement, ou est-ce que ce qui est proposé est la seule manière d'y parvenir? La loi prévoit une disposition à laquelle le gouvernement peut avoir recours pour apporter des modifications par l'entremise d'un règlement. Avez-vous envisagé cette avenue?

**M. Patzer :** Je l'ai envisagée. Dans le cadre de consultations préliminaires auxquelles nous avons participé, on nous a indiqué qu'il faudrait modifier la loi, ce qui implique de passer par le processus législatif. À mon avis, il serait possible de modifier certains règlements. Ce serait possible. Je n'ai pas d'exemple concret sous la main. Les prochains témoins pourraient peut-être répondre à cette question. Je suis d'avis qu'il existe des façons de modifier les règlements et que des options législatives supplémentaires sont possibles.

Nous avons procédé de la sorte dans le but d'obtenir autant de certitude et de clarté que possible, directement et de manière ciblée. Lors de l'étude en comité, nous avons accepté certains amendements proposés par les représentants du gouvernement à cet égard.

**La sénatrice Marshall :** L'un des points qui me préoccupent, c'est le fait que nous apportons des modifications disparates dans la Loi. Aujourd'hui, nous étudions votre projet de loi, mais hier, nous en examinons un autre qui modifiera la Loi sur le droit d'auteur. J'ai remarqué ces dernières années que tout se fait à la pièce plutôt que d'agir de façon globale.

Cela vous préoccupe-t-il? Vous détenez une pièce du puzzle, mais plusieurs personnes ont d'autres pièces. Toutes ces pièces s'imbriquent-elles correctement les unes avec les autres?

**M. Patzer :** Je pense que tout peut s'imbriquer correctement. En 2019, la Loi sur le droit d'auteur a fait l'objet d'un examen exhaustif. Nous voilà en 2024 et aucun changement n'a été apporté à la Loi sur le droit d'auteur par suite de cet examen. En attendant que le gouvernement apporte ces modifications d'envergure, nous avons l'occasion de faire quelques menus changements par-ci par-là.

I don't think it will hinder any larger piece of legislation that may or may not come down the road, but I do think making some of these smaller changes is paramount because when you look at how fast and rapidly the digital world changes — I mean, you buy a computer today, and tomorrow it's obsolete — it's important that we try to make laws as quickly as we can that are reflective of it.

If we look down the road toward the future projection of where things will head — when it comes to farming or manufacturing and the autonomous elements that are coming on board — my bill will help provide certainty for innovators who are working in that sphere, so I don't think there is a risk of this change being outdated when it comes into force.

**Senator Marshall:** When you authored your bill and you went to do your research, I'm sure you heard from a lot of people who support your bill. Did you hear from many opponents of the bill? And I'm not talking about what you heard at committee over in the House of Commons because I'm sure before your bill ever reached that stage, you spoke with a lot of people. What were you hearing as you were formulating your bill and speaking to various individuals and organizations?

**Mr. Patzer:** Yes, I heard from a local manufacturer, but it was actually in the negotiations of what we now call the Canada-United States-Mexico Agreement, or CUSMA, deal. The United States has a far superior exemption for interoperability. They have a different system that hands out those exemptions differently than Canada does, but they have a superior level compared to where Canada was at.

I didn't actually encounter any opposition to my bill outside of committee because what we are doing with my bill is only bringing us up to the same level of our counterparts in the United States, and bringing us to a similar level as what's happening in Europe and Australia. If I had been looking to go above and beyond that, then I think I would have started to hear pushback from large industry, but the fact is that the groups that were supportive of my bill also happened to represent some of those large OEMs that otherwise would have maybe opposed my bill. From the feedback I received, I had unanimous support from industry.

**Senator Marshall:** Thank you.

**Senator Martin:** Thank you so much for being here. I know that your bill received unanimous support in the House, so here we are today.

We have heard about the benefits to a real cross-section of industry. My first question is specific to the tech sector. Can you speak to how your bill might impact smaller businesses and start-ups?

Je ne pense pas que ces interventions feront entrave à une mesure législative plus imposante qui pourrait être proposée — ou non —, mais je juge essentiel de faire ces petites modifications parce que vu la vitesse à laquelle évolue le monde numérique — où l'ordinateur acheté aujourd'hui sera obsolète demain —, il est important que nous essayions d'adopter le plus rapidement possible des lois qui tiennent compte de cette réalité.

Si nous tournons notre regard vers l'avenir pour voir où iront les choses dans les domaines de l'agriculture, de la fabrication et des éléments autonomes qui seront mis sur le marché, mon projet de loi contribuera à donner de la certitude aux innovateurs qui travaillent à cet égard. Je ne pense donc pas que ce changement risque d'être dépassé quand il entrera en vigueur.

**La sénatrice Marshall :** Lorsque vous avez rédigé votre projet de loi et effectué vos recherches, je suis sûre que vous avez entendu bien des gens qui appuient votre projet de loi, mais avez-vous entendu plusieurs opposants? Je ne parle pas ici de ce que vous avez entendu à la Chambre des communes, car je suis sûre qu'avant que votre projet de loi n'arrive là, vous avez parlé à beaucoup de gens. Qu'avez-vous entendu pendant que vous prépariez votre projet de loi et parliez à diverses personnes et organisations?

**M. Patzer :** J'ai effectivement entendu un fabricant local, mais c'était au cours des négociations de ce que nous appelons maintenant l'accord Canada—États-Unis—Mexique, ou ACEUM. Les États-Unis accordent une exemption beaucoup plus large sur le plan de l'interopérabilité. Ils ont un régime différent dans le cadre duquel ils accordent ces exemptions différemment du Canada, mais à un niveau supérieur à celui qui était en place au Canada.

Je n'ai pas rencontré d'opposition à mon projet de loi en dehors des comités, car tout ce que nous faisons avec mon projet de loi, c'est nous amener au même niveau que nos homologues américains, européens et australiens. Si j'avais cherché à en faire plus, je pense que j'aurais commencé à recevoir des réactions négatives de la part de grandes industries, mais il se trouve que les groupes qui ont appuyé mon projet de loi représentaient aussi certains des grands fabricants d'équipement d'origine qui, autrement, se seraient peut-être opposés à mon projet de loi. D'après les commentaires que j'ai reçus, j'obtiens le soutien unanime de l'industrie.

**La sénatrice Marshall :** Je vous remercie.

**La sénatrice Martin :** Merci beaucoup de témoigner. Je sais que votre projet de loi a reçu un appui unanime à la Chambre. Vous voici donc devant nous aujourd'hui.

Nous avons entendu parler des avantages pour tout un éventail d'industries. Ma première question porte sur le secteur des technologies. Pouvez-vous nous dire comment votre projet de loi pourrait avoir une incidence sur les petites entreprises et les jeunes pousses?

**Mr. Patzer:** When you're looking at a small start-up company, they need certainty because they're taking on all of the risk. With one misstep, they would be snuffed out by a large player. When you look at who the big tech giants are in the world, if they don't like what someone smaller than them is doing, they can find a small infringement on something as simple as the Copyright Act. They can say, "Here is your notice of papers being served," and that will be enough for the start-up to say, "Okay, we're out. We're done."

We need to have a regulatory system and legal system that creates an atmosphere where innovation can thrive. That's where my bill comes in handy. We're still waiting for the wholesale changes, which we talked about earlier, to the Copyright Act as well as the Competition Act. Those will be helpful and beneficial. This is about trying to create that ecosystem where the small innovators and the next generation of innovators can have the certainty and clarity that they need going forward. That's what we're hoping to achieve with this.

**Senator Martin:** The U.S., the EU and Australia already have something in place, so we are just trying to catch up to our greatest competitors and our allies.

**Mr. Patzer:** Yes, that is exactly right. In Canada, we have a pretty good system of people who get started, but then they leave Canada. We want to see innovators create a product but also see it grow and thrive. I think part of this will help grow those companies here in Canada so that they're not leaving to go to more friendly systems in the United States, Europe or wherever else it might be. Again, that's where our system needs to be a little bit more agile to try to respond to the current needs and demands of the digital world as it is.

**Senator Martin:** That's a very important point.

How does Bill C-294 balance the need for interoperability while ensuring that the intellectual property rights of manufacturers are still protected, particularly in cases where circumventing TPMs may lead to reverse engineering of proprietary technology?

**Mr. Patzer:** Part of the amendment that I accepted at committee dealt with some of that to make sure that our trade obligations were still met. That was part of why we accepted the amendments that we did.

The wording around some of the non-applications and around the limitations in the bill is quite key to make sure that someone who has spent a lot of time and capital in developing a proprietary software still has that layer of security.

**M. Patzer :** Les petites entreprises en démarrage ont besoin de certitude, car elles assument l'entièreté du risque. Un seul faux pas et elles se font rayer de la carte par un gros joueur. Quand on regarde les géants de la technologie agir dans le monde, s'ils n'aiment pas ce que fait un plus petit joueur, ils peuvent trouver une petite infraction en vertu de quelque chose d'aussi simple que la Loi sur le droit d'auteur. Ils peuvent leur faire signifier leur avis d'infraction et la jeune pousse déclarera forfait.

Nous avons besoin d'un régime réglementaire et juridique qui instaure une atmosphère propice à l'innovation. C'est là que mon projet de loi s'avère utile. Nous attendons toujours les changements d'envergure dont nous avons parlé plus tôt au sujet de la Loi sur le droit d'auteur et de la Loi sur la concurrence. Ces modifications seront utiles et bénéfiques. L'objectif consiste à créer un écosystème où les petits innovateurs et la prochaine génération d'innovateurs peuvent avoir la certitude et la clarté dont ils ont besoin dans l'avenir. C'est ce que nous espérons accomplir avec cette initiative.

**La sénatrice Martin :** Les États-Unis, l'Union européenne et l'Australie ont déjà des mesures en place. Nous essayons donc simplement de rattraper nos plus grands concurrents et nos alliés.

**M. Patzer :** Oui, c'est exactement cela. Au Canada, nous avons un assez bon réseau de gens qui se lancent en affaires, mais qui quittent ensuite le pays. Nous voulons que les innovateurs créent un produit, mais aussi qu'ils prennent de l'expansion et prospèrent. Je pense qu'une partie de ces changements aidera à faire croître ces entreprises ici, au Canada, afin qu'elles ne partent pas pour bénéficier des régimes plus avantageux offerts aux États-Unis, en Europe ou ailleurs. Ici encore, c'est là que notre régime doit être un peu plus souple pour pouvoir répondre aux besoins et aux exigences actuels du monde numérique tel qu'il est.

**La sénatrice Martin :** C'est un point très important.

Comment le projet de loi C-294 répond-il au besoin d'interopérabilité tout en assurant la protection des droits de propriété intellectuelle des fabricants, particulièrement dans les cas où le contournement des MTP peut donner lieu à la rétro-ingénierie de la technologie exclusive?

**M. Patzer :** Une partie de l'amendement que j'ai accepté devant un comité réglait en partie ce problème pour que nos obligations commerciales soient toujours respectées. C'est notamment pour cette raison que nous avons accepté les amendements que nous avons apportés.

Le libellé du projet de loi qui concerne les exclusions et les limites est très important pour que la personne qui a investi beaucoup de temps et d'argent pour développer un logiciel exclusif bénéficie toujours de cette couche de sécurité.

The short-line companies are not interested in that proprietary software. The interoperability is about access and use. Copyright is about having a copy of a lawfully obtained product. Interoperability is about access and use. My bill is about trying to create the right dichotomy between the two so that people can access the information they need without necessarily having to go buy a new machine. For example, a new combine is over \$1 million. For a short-line company to go buy every new model of a John Deere, Case IH, New Holland or Fendt combine — all these different brands — it's impossible.

This, again, allows them to simply access information without digging into that proprietary software. That's where I think the certainty in provision lies. The language is very specific and very narrowly focused to make sure that those guardrails are in place so that we still have the development of proprietary software while also allowing innovators to access the information that they need.

**Senator Martin:** Thank you.

**Senator Yussuff:** Mr. Patzer, thank you for being here. I know this is hard work, and hopefully we'll get to the end.

The House committee did make a number of amendments to the bill when it was introduced in the other place as a result of the hearing. Is there anything in their amendments that strengthens the bill or changes it in a way that you might have issues with in regard to their recommendations?

**Mr. Patzer:** As far as the strengthening of the bill, again, because we do have so many trade deals around the world that do involve intellectual property protections — and that's where the TPM elements come into play — we need to be mindful and respectful of those obligations that we do have. I do think the amendments that I accepted helped strengthen the bill in that regard to make sure that we have certainty and clarity for the short-line manufacturers going forward. Otherwise, they would be exposed to potential litigation from outside of Canada over TPMs and things like that. We didn't want that to happen, so when we received the proposed amendments and when we heard testimony that this will strengthen the bill in that regard, that was important both to me and to the supporters of the bill.

**Senator Yussuff:** Are there sectors that are opposed to the bill as is? Obviously, it has finished in the House, and it's now here. We'll hear from people who want to come and testify, but is there anyone still making noise by saying we shouldn't go this far and that this bill will cause problems or challenges in regard to the operability of how other service technicians and

Les petites entreprises ne s'intéressent pas au logiciel privé. L'interopérabilité concerne l'accès et l'utilisation. Le droit d'auteur permet d'avoir une copie d'un produit obtenu légalement. L'interopérabilité concerne l'accès et l'utilisation. Mon projet de loi vise à créer la bonne dichotomie entre les deux afin que les gens puissent accéder aux informations dont ils ont besoin sans nécessairement devoir acheter une nouvelle machine. Par exemple, une nouvelle moissonneuse-batteuse coûte plus de 1 million de dollars. Pour une petite entreprise, il est impossible d'acheter chaque nouveau modèle de moissonneuse-batteuse de John Deere, Case IH, New Holland, Fendt ou de toutes ces marques différentes.

La mesure législative permet aux entreprises d'accéder simplement à l'information sans avoir à étudier le logiciel privé. C'est à cet égard que la disposition offre de la certitude, selon moi. Le libellé est très précis et très ciblé pour que les mesures de protection soient en place pour que le développement de logiciels privés se poursuive tout en permettant aux innovateurs d'accéder à l'information dont ils ont besoin.

**La sénatrice Martin :** Je vous remercie.

**Le sénateur Yussuff :** Je vous remercie de témoigner, monsieur Patzer. Je sais que c'est un travail difficile, et j'espère que nous en viendrons à bout.

Le comité de la Chambre a apporté un certain nombre d'amendements au projet de loi lorsqu'il a été présenté à l'autre chambre à la suite de l'audience. Est-ce que ces amendements renforcent le projet de loi ou le modifient d'une façon qui pourrait vous poser des problèmes en ce qui concerne ses recommandations?

**M. Patzer :** Pour ce qui est de renforcer le projet de loi, ici encore, parce que nous avons dans le monde tellement d'accords commerciaux qui comportent des mesures de protection de la propriété intellectuelle — et c'est là que les MTP entrent en jeu —, il faut avoir nos obligations à l'esprit et les respecter. Je pense que les amendements que j'ai acceptés ont contribué à renforcer le projet de loi à cet égard afin d'offrir de la certitude et de la clarté aux petits fabricants, qui sinon s'exposeraient à des litiges potentiels de l'extérieur du Canada au sujet des MTP et d'autres mesures semblables. Nous ne voulions pas que cela se produise; ainsi, quand nous avons reçu les amendements proposés et entendu des témoignages selon lesquels ils renforceraient le projet de loi à cet égard, c'était important pour moi et pour les supporteurs du projet de loi.

**Le sénateur Yussuff :** Certains secteurs s'opposent-ils au projet de loi tel qu'il est maintenant? À l'évidence, la Chambre a fini de l'examiner et nous en sommes maintenant saisis. Nous allons entendre des gens qui veulent venir témoigner, mais certains se montrent-ils encore réfractaires en affirmant que nous ne devrions pas aller aussi loin et que ce projet de loi va causer

companies might now have access to equipment that they didn't have previously?

**Mr. Patzer:** I haven't heard any pushback like that. My office has not received any communications in that regard. As I mentioned earlier, because we only went to a certain level, it puts us on a similar playing field as other countries. That way, we're not creating a new precedent where industry must try to follow and catch up. That did help create that environment.

Working with multiple different parts of the economy was helpful. I look at it from an agricultural lens, but we went out and sought support from the heavy construction association and from some of the mining and forestry people out there, just for their particular industries. They were fully supportive of it.

Some of the associations represent people who may have been opposed to this in the early going, but now they aren't opposed because, like I said, we only went to the level where they are already operating in other countries. This is not something new and foreign to them. That's a big part of why we haven't faced pushback from the big industry players.

**Senator Yussuff:** Thank you for your work.

**Senator Varone:** Thank you, Mr. Patzer, for being here.

I wanted to pick up on a lived experience with respect to equipment. You talked about heavy equipment and the interoperability of the equipment. You have players like CASE, Bobcat and Caterpillar. You can buy their base equipment, but the attachments make the equipment productive. On the interoperability part of it, are you suggesting this bill will now allow a CASE jackhammer to operate on a Caterpillar Bobcat? Or is it for the third party innovators who are selling into the market the replacement parts that go with these machines? I want to get a sense of how this works its way through in a lived experience.

**Mr. Patzer:** Yes, you nailed it on the head with that. That's exactly what we're looking for: those add-on pieces. For example, Cat would make parts that are then attached to a bigger machine.

**Senator Varone:** They have a separate way of connecting.

**Mr. Patzer:** Yes, they might have a separate way of connecting, but they may also have in place a digital lock that would prevent a third party from making a very specialized piece

des problèmes ou des difficultés au chapitre de l'opérabilité parce que d'autres techniciens et compagnies de service pourront maintenant accéder à de l'équipement auquel ils n'avaient pas accès auparavant?

**M. Patzer :** Je n'ai rien entendu de tel. Mon bureau n'a reçu aucune communication à ce propos. Comme je l'ai mentionné plus tôt, étant donné que nous n'avons été que jusqu'à un certain niveau, nous sommes à égalité avec les autres pays. De cette façon, nous ne créons pas de nouveau précédent forçant l'industrie à tenter de suivre le mouvement et de rattraper le retard. Cela a contribué à créer cet environnement.

Il s'est avéré utile de travailler avec divers secteurs de l'économie. Je vois les choses d'un point de vue agricole, mais nous avons demandé l'appui de l'association de la construction lourde et de certains exploitants miniers et forestiers, juste pour connaître le point de vue de leurs industries. Ils ont appuyé sans réserve cette initiative.

Certaines associations représentent des personnes qui s'y sont peut-être opposées au début, mais ce n'est plus le cas maintenant parce que, comme je l'ai dit, nous sommes seulement allés au niveau qui s'applique déjà dans d'autres pays. Ce n'est pas quelque chose de nouveau et d'inhabituel pour les fabricants. C'est une des principales raisons pour lesquelles nous n'avons pas rencontré de résistance de la part des grands acteurs du secteur.

**Le sénateur Yussuff :** Je vous remercie du travail que vous accomplissez.

**Le sénateur Varone :** Merci, monsieur Patzer, de témoigner.

Je voulais parler de l'expérience vécue avec l'équipement. Vous avez parlé de l'équipement lourd et de l'interopérabilité de l'équipement. Il y a des acteurs comme CASE, Bobcat et Caterpillar. On peut acheter leur équipement de base, mais les accessoires rendent l'équipement productif. Au chapitre de l'interopérabilité, êtes-vous en train de dire que le projet de loi permettra maintenant à un marteau-piqueur CASE de fonctionner sur un Bobcat de Caterpillar, ou est-ce que cette mesure s'adresse aux innovateurs tiers qui vendent sur le marché les pièces de rechange qui vont avec ces machines? Je veux avoir une idée de la façon dont cela fonctionne dans la vraie vie.

**M. Patzer :** Oui, vous avez tout compris. C'est exactement ce que nous ciblons : les pièces complémentaires. Par exemple, Cat fabriquerait des pièces qui sont ensuite arrimées à une plus grosse machine.

**Le sénateur Varone :** Elles se connectent d'une manière particulière.

**M. Patzer :** Oui, elles peuvent se connecter d'une manière particulière, mais le fabricant peut également installer un verrou numérique qui empêchera un tiers de fabriquer une pièce

of equipment that would attach onto their main equipment. This bill is about trying to allow that third party group to access the information they would need from that main platform — without being offside of the law — to make their product work on it. Again, this does not allow them to infringe on the copyright of the software in the OEM's main piece. It's simply about getting the information they need to make their product work on it.

**Senator Varone:** That didn't spook the manufacturers of the machines? They make a fortune off their attachments because they're proprietary to their machines.

**Mr. Patzer:** Yes, they are. Again, I didn't hear any pushback from them. I met with some of the big players. I met with Finning Canada of Swift Current. We talked about interoperability, and they were good with that. I talked to one of the CASE dealerships in my riding, and they were all for it. They were okay with it because, at the end of the day, as a dealer, you want to be able to sell the product, right? If you have a full range of products to sell, it's better for the dealership. It's also better for the end-user. It also benefits the main OEM because it allows the farmer or the heavy construction company to buy their preferred main machine, but they can then get the small specialty pieces that will allow them to do a better, more efficient job on the work site. That's what this is about.

**Senator Varone:** Thank you.

**Senator C. Deacon:** Again, MP Patzer, we really appreciate your testimony. It's brought a lot of clarity to the issue.

By doing this, it supports Canadian businesses to grow nationally and internationally. Canadian innovators will benefit, but the users of their innovations will also benefit because of more competition. Increased competition drives innovation, productivity and cost-efficiency. It's a good thing all around.

I will build off what Senator Varone was saying. One of the things that amazes me is why would global manufacturers not have adopted this anyway? They have it in other countries where they must allow access for interoperability. It just proves the importance of keeping our legislation and regulations up to date. If we don't force them to do it, even though they do it in every other market, they will not do it here, and Canadians will lose. We haven't seen anybody — have we — who has done this voluntarily?

**Mr. Patzer:** No, you rarely see it voluntarily, in part because some big operators want a captive market. They want to be the only one who can sell you everything of their brand. They want

d'équipement très spécialisée qui serait arrimée à leur équipement principal. Ce projet de loi vise à permettre à ce groupe tiers d'accéder aux renseignements dont il aurait besoin sur cette plateforme principale — sans enfreindre la loi — pour que son produit fonctionne avec la machine principale. Je le répète : cela ne lui permet pas de violer le droit d'auteur du logiciel dans la pièce principale du fabricant d'origine. Il peut simplement obtenir les informations dont il a besoin pour que son produit fonctionne.

**Le sénateur Varone :** Le projet de loi n'inquiète-t-il pas les fabricants de machines? Ils font une fortune avec leurs accessoires parce qu'ils détiennent la propriété exclusive de leurs machines.

**M. Patzer :** Oui, ils s'inquiètent, mais une fois encore, je n'ai pas entendu de protestation de leur part. J'ai rencontré certains des grands acteurs, dont Finning Canada de Swift Current. Nous avons parlé de l'interopérabilité, et cette compagnie était d'accord. J'ai parlé à un concessionnaire de CASE dans ma circonscription, et il était entièrement d'accord. Cela lui convenait parce qu'en fin de compte, les concessionnaires veulent pouvoir vendre le produit, n'est-ce pas? S'ils ont une gamme complète de produits à vendre, c'est mieux pour eux. C'est aussi mieux pour l'utilisateur final. Cela profite également au constructeur principal, car l'agriculteur ou à la société de construction lourde peut acheter sa machine principale préférée et se procurer ensuite les petites pièces spécialisées qui lui permettront de faire un travail supérieur et plus efficace sur le terrain. Voilà l'objectif.

**Le sénateur Varone :** Je vous remercie.

**Le sénateur C. Deacon :** Monsieur Patzer, votre témoignage nous est très utile, car il apporte beaucoup de clarté dans ce dossier.

Avec ce projet de loi, on aide les entreprises canadiennes à croître à l'échelle nationale et internationale. Les innovateurs canadiens en bénéficieront, mais les utilisateurs de leurs innovations en profiteront aussi parce que la concurrence sera plus vive, ce qui améliorera l'innovation, la productivité et le rapport coût-efficacité. C'est une bonne chose à tous les égards.

Je donnerai suite aux propos du sénateur Varone. Je m'étonne que les fabricants internationaux n'aient pas adopté une telle mesure. Elle existe dans d'autres pays où ils doivent permettre l'accès aux fins d'interopérabilité. Cela prouve l'importance de tenir nos lois et règlements à jour. Si nous ne forçons pas les fabricants à donner accès aux informations, même s'ils le font dans tous les autres marchés, ils ne le feront pas ici et les Canadiens y perdront au change. Personne n'a fait cela de son plein gré, n'est-ce pas?

**M. Patzer :** Non, c'est rarement volontaire, en partie parce que certains grands fabricants veulent garder le marché captif et être les seuls à pouvoir vendre tous les produits de leur marque.

brand purity in a lot of cases. It might make it simpler for them in selling their product, but it might not necessarily mean you get the best product. That's where the problem comes in.

As an aside, competition law in this country would have a role to play in that. I'm not addressing that with my bill, but that is another factor that goes into how this is working out. What are the sales agreements they're trying to put to the end-user? Are they trying to create brand purity?

We're trying to set up a system here that allows innovators to make their products and to make sure that competition does exist in the marketplace.

The company I worked with, Honey Bee Manufacturing, had its origins in a shop on a farmyard. For the first number of years, their products were just built in a shop. There was lack of a product that would harvest in an efficient manner, particularly for the type of land that we farm on within southern Saskatchewan. They built a superior product, and it didn't take long before the big players saw what they were doing and then tried to build their own equivalent of that. They started to see more and more competitors in the marketplace.

That's how you drive innovation: through competition. But the idea comes from someone who has the lived, practical experience. I'm sure we could talk to anyone in any industry who could point to a person who worked in the industry, identified a problem and built a superior product in their own shop.

I used to work for a construction company in Saskatoon. We built a shop for a paving company. They actually built a lot of their own equipment for paving. They still have to make that product work with the big, mainline brands. That's another example where someone identified what they could do better because of their lived experience. Without certainty going forward, given how digital and how connected things have become, that's not possible.

That paving company would not be able to do what they have done up to this point if we don't have the adjustments made in our laws to meet the reality of what is happening on the ground.

**Senator C. Deacon:** It's of huge importance for us to keep our legislation and regulations up to date for innovation to occur and go forward in Canada. Thank you very much.

**The Chair:** I have a final point here. I think somebody did raise it quickly, but you don't see any other issues on the CUSMA side? From your point of view, this is a positive, bringing us to the same level as our counterparts — not something that would come up at the table?

Ils veulent assurer la pureté de la marque dans bien des cas. Cela facilite peut-être la vente de leurs produits, mais cela ne signifie pas nécessairement que le client obtiendra le meilleur produit. Voilà où le bât blesse.

Soit dit en passant, le droit de la concurrence canadien aurait un rôle à jouer à cet égard. Je n'aborde pas la question dans mon projet de loi, mais c'est un autre facteur qui a une incidence dans ce domaine. Quels accords de vente les fabricants tentent-ils d'imposer aux utilisateurs finaux? Cherchent-ils à protéger la pureté de la marque?

Nous essayons de mettre en place un système qui permet aux innovateurs de fabriquer leurs produits tout en nous assurant que la concurrence existe sur le marché.

La compagnie pour laquelle je travaillais, Honey Bee Manufacturing, a vu le jour dans un atelier érigé dans une cour de ferme. Les premières années, ses produits étaient fabriqués dans un atelier. Il manquait de produit permettant une récolte efficace, particulièrement sur le genre de terres cultivées dans le Sud de la Saskatchewan. La compagnie a conçu un produit de qualité supérieure, et les grands joueurs n'ont pas tardé à voir ce qu'elle faisait et à tenter de construire leur propre équivalent. Les concurrents ont alors commencé à se multiplier sur le marché.

Voilà comment on stimule l'innovation : avec la concurrence. Mais l'idée vient de quelqu'un qui possède de l'expérience concrète. Je suis sûr que nous pourrions parler à n'importe qui dans n'importe quelle industrie qui pourrait nommer quelqu'un qui a travaillé dans l'industrie, détecté un problème et conçu un produit supérieur dans son atelier.

J'ai travaillé pour une entreprise de construction à Saskatoon. Nous avons construit un atelier pour une entreprise de pavage, qui avait fabriqué une bonne partie de son propre équipement de pavage. Ces produits doivent quand même fonctionner avec ceux des grandes marques. Voilà un autre exemple où quelqu'un a trouvé comment on pouvait faire mieux grâce à son expérience vécue. Vu la façon dont les machines sont maintenant numériques et connectées, ce n'est pas possible sans certitude quant à l'avenir.

Cette entreprise de pavage ne pourra pas faire ce qu'elle a fait jusqu'à maintenant si nous n'apportons pas les modifications nécessaires dans nos lois pour réagir à la réalité sur le terrain.

**Le sénateur C. Deacon :** Il est crucial que nous tenions nos lois et règlements à jour pour que l'innovation puisse naître et prospérer au Canada. Merci beaucoup.

**La présidente :** J'aimerais soulever un dernier point. Je pense que quelqu'un en a parlé rapidement, mais vous ne voyez pas d'autres problèmes du côté de l'ACEUM? Il s'agit selon vous d'un élément positif, qui nous place au même niveau que nos homologues, et cette question ne sera pas soulevée à la table des négociations?

**Mr. Patzer:** That's right; the amendments that we received from the government officials are to ensure that we are in line with those trade agreements, in particular with CUSMA because that was the one that had just recently been negotiated, signed and adopted. The witness who talked about the need for interoperability and changes to our Copyright Act first came to us from the CUSMA negotiations back in late 2019 or early 2020 when that was going on.

**The Chair:** Yes, thank you. We're hearing — on many bits of legislation, not just these two — the larger point of keeping ahead of the game here but also being consistent with our trading partners.

**Senator Loffreda:** You did mention other industries in your opening remarks. Do you feel that other industries could be impacted by amendments to this bill, and, if so, would any of the other industries oppose the amendments?

And I was reading something from the Canada West Foundation about the role of provincial legislators. There was some concern that provincial legislation has to collaborate. Do you feel the provincial legislators will collaborate to mitigate some of those concerns — without delving too deeply into concerns that are being brought forward — which I'm certain you're aware of?

**Mr. Patzer:** Yes, when we were in the early stages of this bill, I had some brief interactions with the provincial government in Saskatchewan to talk to them about what they were looking at doing at the provincial level.

It was an issue that they were acutely aware of, but they were also still waiting for the federal Copyright Act review and changes to be implemented before they went ahead, because they wanted to see what the national standard was before making changes to their provincial acts.

When we do reviews in this country at the federal level, we need to make sure that we are speedy in implementing some of those changes. The provinces are still waiting for that. Maybe they'll want to make some piecemeal changes after they have seen some of these smaller changes happen from my bill and other bills that are currently in this place.

As for other industries, they will only serve to benefit from it. Again, the only people who might be opposed to it are people who are pursuing brand purity, which is anti-competitive and not in the best interest of the end-users and innovators in this country.

**M. Patzer :** C'est exact; les amendements que nous avons reçus des représentants du gouvernement visent à garantir que nous nous conformons à ces accords commerciaux, en particulier à l'ACEUM, car c'est l'accord qui vient d'être négocié, signé et adopté. Le témoin qui nous a parlé de la nécessité d'assurer l'interopérabilité et d'apporter des modifications à notre Loi sur le droit d'auteur nous est venu des négociations de l'ACEUM à la fin de 2019 ou au début de 2020, lorsque ces négociations étaient en cours.

**La présidente :** Oui, je vous remercie. On nous dit — à propos de nombreux textes législatifs, et pas seulement de ces deux-là — qu'il est important de garder une longueur d'avance, mais aussi d'assurer une certaine cohérence avec les pratiques de nos partenaires commerciaux.

**Le sénateur Loffreda :** Dans vos observations liminaires, vous avez mentionné d'autres industries. Pensez-vous que ces amendements à ce projet de loi pourraient avoir des conséquences sur d'autres industries et, dans l'affirmative, l'une d'entre elles pourrait-elle s'opposer à ces amendements?

J'ai lu un document de la Canada West Foundation sur le rôle des législateurs provinciaux. On y expose certaines inquiétudes quant au fait que les législateurs provinciaux doivent collaborer. Pensez-vous que les législateurs provinciaux vont collaborer pour atténuer certaines de ces préoccupations — sans aller dans les détails des préoccupations soulevées — dont je suis certain que vous êtes au courant?

**M. Patzer :** Oui, lorsque nous en étions aux premières étapes de ce projet de loi, j'ai eu quelques brèves interactions avec des représentants du gouvernement provincial de la Saskatchewan pour leur parler de ce qu'ils envisageaient de faire au niveau provincial.

Ils étaient parfaitement conscients de ce problème, mais ils attendaient encore que l'on révisé la Loi sur le droit d'auteur fédérale et que l'on y apporte des modifications avant d'aller de l'avant, car ils voulaient connaître la norme nationale avant d'apporter des modifications à leurs lois provinciales.

Dans ce pays, lorsque nous procédons à des révisions au niveau fédéral, nous devons nous assurer que nous mettons rapidement en œuvre certains de ces changements. Les provinces attendent encore que nous établissions cette norme. Peut-être que lorsqu'elles prendront connaissance des changements de moindre envergure engendrés par mon projet de loi et d'autres projets de loi actuellement à l'étude, elles voudront apporter des changements fragmentaires.

Quant aux autres industries, elles ne pourront qu'en bénéficier. Encore une fois, les seules personnes qui pourraient s'y opposer sont celles qui cherchent à conserver la pureté de leur marque, ce qui est anticoncurrentiel et ne sert pas les intérêts des utilisateurs finaux et des innovateurs de ce pays.

**The Chair:** Excellent point. Thank you for ending on that.

Thank you, Jeremy Patzer, sponsor of Bill C-294 and Member of Parliament for Cypress Hills—Grasslands in the centre of the universe, Saskatchewan.

We will wrap up this portion. Again, thank you very much, Mr. Patzer.

We are pleased to have our second panel back in person with us. You may recognize them. They were here yesterday, so we know their work. We know your names, but let me just do this again.

We welcome officials from Innovation, Science and Economic Development Canada: Patrick Blanar, Director, Copyright and Trademark Policy Directorate; and Luc Laforest, Senior Policy Analyst, Copyright and Trademark Policy Directorate.

Mr. Blanar, I think you are going to be making the opening remarks, so please go ahead.

**Patrick Blanar, Director, Copyright and Trademark Policy Directorate, Innovation, Science and Economic Development Canada:** Madam Chair, Mr. Deputy Chair and members of the committee, as we discussed yesterday, the main purpose of the Copyright Act is to encourage innovation and creativity for the benefit of all society. As mentioned, the technological protection measure, or TPM, regime has been part of the Copyright Act since 2012 to help facilitate new business models and encourage the distribution of digital works.

[*Translation*]

Unlike repair, the technological protection measures, or TPM, regime already contains an exception for interoperability. The scope of this TPM exception applies to making two computer programs interoperable. However, with the growing number of software products that include TPMs, such as agricultural equipment, achieving interoperability may require more than making two computer programs interoperable.

[*English*]

Bill C-294 would amend the Copyright Act to expand the existing exception permitting the circumvention of TPMs to achieve interoperability.

Bill C-294 would provide certainty to Canadians that the copyright framework allows the circumvention of TPMs to make a computer program, or a device in which it is embedded,

**La présidente :** Très bonne remarque. Merci d'avoir conclu sur ce point.

Merci, Jeremy Patzer, parrain du projet de loi C-294 et député de Cypress Hills—Grasslands, au centre de l'univers, en Saskatchewan.

Nous allons conclure cette partie de la séance. Encore une fois, merci beaucoup, monsieur Patzer.

Nous avons le plaisir d'accueillir notre deuxième groupe de témoins en personne. Vous les reconnaissez peut-être. Ils étaient présents hier, nous savons donc quel travail ils accomplissent. Nous connaissons vos noms, mais permettez-moi de vous présenter à nouveau.

Nous accueillons des représentants du ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada : Patrick Blanar, directeur, Direction de la politique du droit d'auteur et des marques de commerce; et Luc Laforest, analyste principal de politiques, Direction de la politique du droit d'auteur et des marques de commerce.

Monsieur Blanar, je pense que c'est vous qui allez prononcer les observations liminaires, alors allez-y.

**Patrick Blanar, directeur, Direction de la politique du droit d'auteur et des marques de commerce, Innovation, Sciences et Développement économique Canada :** Madame la présidente, monsieur le vice-président et chers membres du comité, comme nous l'avons dit hier, l'objectif principal de la Loi sur le droit d'auteur est d'encourager l'innovation et la créativité dans l'intérêt de l'ensemble de la société. Comme on l'a indiqué, le régime des mesures techniques de protection, ou MTP, a été intégré à la Loi sur le droit d'auteur en 2012 afin de faciliter l'émergence de nouveaux modèles commerciaux et d'encourager la distribution d'œuvres numériques.

[*Français*]

Contrairement au cas de la réparation, le régime des mesures techniques de protection, ou MTP, renferme déjà une exception pour l'interopérabilité. La portée de cette exception MTP s'applique à rendre interopérables deux programmes d'ordinateur. Cependant, avec le nombre croissant de produits avec logiciel qui comprennent des MTP, par exemple de l'équipement agricole, réaliser l'interopérabilité peut exiger plus que rendre deux programmes d'ordinateur interopérables.

[*Traduction*]

Le projet de loi C-294 modifierait la Loi sur le droit d'auteur afin d'élargir l'exception existante qui autorise le contournement des MTP à des fins d'interopérabilité.

Le projet de loi C-294 garantirait aux Canadiens que le cadre du droit d'auteur autorise le contournement des MTP pour rendre les programmes d'ordinateur ou les dispositifs auxquels ils sont

interoperable with another computer program, device or component. Bill C-294 would also clarify that the exception would apply to third parties helping product owners with achieving interoperability as long as the computer program was lawfully obtained. Facilitating interoperability would help Canadian farmers and short-line manufacturers to develop and install tractor add-ons adapted to specific agricultural activities.

Thank you, and I would be pleased to answer any questions.

**The Chair:** We appreciate that. Thank you very much, and we will start, as we always do, with our deputy chair, Senator Loffreda.

**Senator Loffreda:** Thank you for being here once again today. You did mention encouraging innovation and productivity, which are crucial to Canada's economy. How does Bill C-294 support innovation and competition in industries dependent on interoperable products and technology? Maybe you can elaborate on that.

In what ways will this bill promote collaboration between the different sectors and encourage technological advancements? Innovation, as you mentioned, is key as well as productivity and competition.

**Mr. Blonar:** Thank you very much for your question. It's an important question.

Again, going back to the purpose of the Copyright Act and the TPM regime, it was designed to enable new business models relating to digital works. We have seen, over the years, it is used to protect different business models that are not necessarily related to the creative sector. I think the one example that comes to many people's minds is printers and printer cartridges. Oftentimes, the business model is now to sell you a cheap printer and really expensive printer cartridges. They can do that because only their printer cartridges, through the use of software and now through the use of TPMs to protect that software, allow for communication to occur between those two devices.

This will allow more competition in that market and in many other markets such as that.

In terms of innovation, clearly, we've heard from Honey Bee Manufacturing — which I know Mr. Patzer has talked about — that they are building equipment that is specifically designed to address specific Canadian realities in the farming industry, so that enables innovation to flourish, and it doesn't rely on potentially a large multinational that is creating the base of the

intégrés, interopérables avec d'autres programmes d'ordinateur, d'autres dispositifs ou d'autres composantes. Le projet de loi C-294 préciserait également que l'exception s'applique aux tiers qui aident les propriétaires de produits à atteindre l'interopérabilité, à condition que le programme informatique ait été obtenu légalement. En facilitant l'interopérabilité, on aiderait les agriculteurs canadiens et les petits fabricants à développer et à installer des accessoires pour tracteurs adaptés à des activités agricoles particulières.

Je vous remercie et je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

**La présidente :** Merci. Nous allons commencer, comme d'habitude, par notre vice-président, le sénateur Loffreda.

**Le sénateur Loffreda :** Je vous remercie d'être à nouveau parmi nous aujourd'hui. Vous avez mentionné la nécessité d'encourager l'innovation et la productivité, qui sont essentielles à l'économie canadienne. Comment le projet de loi C-294 soutient-il l'innovation et la concurrence dans les industries qui dépendent de produits et de technologies interopérables? Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet?

Comment ce projet de loi favorisera-t-il la collaboration entre les différents secteurs et encouragera-t-il les avancées technologiques? Comme vous l'avez mentionné, l'innovation est essentielle, tout comme la productivité et la concurrence.

**M. Blonar :** Merci beaucoup pour votre question. C'est une question importante.

Pour revenir à l'objectif de la Loi sur le droit d'auteur et du régime des MTP, ceux-ci ont été conçus pour permettre la création de nouveaux modèles d'affaires pour les œuvres numériques. Au fil des années, nous avons constaté qu'on les utilisait pour protéger différents modèles d'affaires qui n'étaient pas nécessairement liés au secteur de la création. Je pense que l'un des exemples qui viennent à l'esprit de beaucoup de gens est celui des imprimantes et des cartouches. Souvent, le modèle d'affaires consiste à vendre une imprimante bon marché et des cartouches très chères. Les fabricants peuvent le faire parce que, grâce à l'utilisation d'un logiciel et, maintenant, grâce à l'utilisation de MPT destinées à protéger ce logiciel, seules leurs cartouches d'imprimante permettent à la communication entre ces deux dispositifs.

Ce projet de loi permettra d'accroître la concurrence sur ce marché et sur de nombreux autres marchés semblables.

Pour ce qui est de l'innovation, l'entreprise Honey Bee Manufacturing — je sais que M. Patzer en a parlé — nous a dit qu'elle créait de l'équipement spécialement conçu pour répondre aux réalités particulières du secteur agricole canadien. Cette approche permet à l'innovation de prospérer et évite la dépendance par rapport à une grande multinationale qui aurait

tractor and the combine. It doesn't rely on them to have that local knowledge in order to customize it. Then, potentially, that local knowledge can be exported and can apply in other areas.

It really does allow for that level of competition and innovation to take place at the local level, which I think is just incredibly important.

**Senator Loffreda:** Thank you.

**Senator Marshall:** My question is more general. We have this bill — yesterday, you were here on another bill — and it seems as if there are a lot of amendments going through piecemeal. For example, on the Financial Administration Act — I know you're not responsible for that one — or the Competition Act, we're getting all these amendments in piecemeal, and the appearance is that our legislation is not keeping up with the times.

If we have two amendments to amend a piece of legislation, I wonder where the department is. Why doesn't the department come forward with some amendments that would modernize the legislation so that it would come as a comprehensive package rather than us seeing individual private members' bills coming in bits and pieces? I'm wondering if they come together properly.

Can you speak to that? Why is the legislation not kept to a modern level? Why are the Americans and the Australians so far ahead of us? I just don't understand that.

**Mr. Blonar:** First, I don't know that the Americans and the Australians are that far ahead of us, especially to —

**Senator Marshall:** They are ahead of us.

**Mr. Blonar:** I think the Americans are ahead of us right now because they have a triennial review of their TPM regime, and they have been doing it every three years, which has been enabling certain exceptions to be put into practice. Those exceptions also get reviewed every three years, so it doesn't necessarily provide the same long-term stability because if factors change, then they can be rolled back.

I know the Australians have a right to repair, and it's all very interrelated.

**Senator Marshall:** Why is your department not coming forward and trying to modernize the legislation? Why are we getting the modernization in bits and pieces as private members' bills? That's my question.

créé la base du tracteur ou de la moissonneuse-batteuse. On ne dépend pas du fait qu'ils possèdent ces connaissances locales pour adapter le produit. Nous pourrions ensuite peut-être exporter ces connaissances locales et les appliquer dans d'autres domaines.

Cette approche permet à ce niveau de concurrence et d'innovation d'exister au niveau local, ce qui est selon moi extrêmement important.

**Le sénateur Loffreda :** Merci.

**La sénatrice Marshall :** Ma question est d'ordre plus général. Nous avons ce projet de loi — hier, vous étiez ici pour parler d'un autre projet de loi — et il semble que de nombreux amendements soient adoptés de façon fragmentaire. Par exemple, en ce qui concerne la Loi sur la gestion des finances publiques — je sais que vous n'en êtes pas responsable — ou la Loi sur la concurrence, nous recevons tous ces amendements de façon fragmentaire, ce qui donne l'impression que nos lois n'évoluent pas assez rapidement.

Si nous avons deux amendements à apporter à un texte de loi, je me demande ce que fait le ministère. Pourquoi le ministère ne propose-t-il pas des amendements pour moderniser la loi de manière à ce que ces modifications soient présentée comme un ensemble complet au lieu de par l'entremise de projets de loi d'initiative parlementaire distincts présentés de manière fragmentaire? Je me demande s'ils s'intègrent bien les uns aux autres.

Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet? Pourquoi ne veillons-nous pas à ce que la loi reste moderne? Pourquoi les Américains et les Australiens sont-ils si en avance sur nous? Je ne comprends pas.

**M. Blonar :** Tout d'abord, je ne pense pas que les Américains et les Australiens soient si en avance sur nous, en particulier...

**La sénatrice Marshall :** Ils sont en avance sur nous.

**M. Blonar :** Je pense que les Américains ont actuellement une longueur d'avance sur nous, car ils procèdent à un examen triennal de leur régime de MTP. Ils le font tous les trois ans, ce qui leur a permis de créer certaines exceptions. Ces dernières font également l'objet d'un examen tous les trois ans, ce qui n'offre pas nécessairement la même stabilité à long terme, car si les facteurs changent, ils peuvent les annuler.

Je sais que les Australiens ont le droit de réparer, et tout cela est très lié.

**La sénatrice Marshall :** Pourquoi votre ministère n'essaie-t-il pas de moderniser la loi? Pourquoi la modernisation se fait-elle de façon fragmentaire, sous la forme de projets de loi d'initiative parlementaire? C'est ma question.

**Mr. Blonar:** As part of my minister's mandate commitment, the right to repair was one of the elements. The private members' bills were tabled, and, honestly, part of the logjam that we had is we can't introduce amendments to sections that are already being amended and that are currently before the House, because that can create a certain degree of chaos.

We were waiting for these two bills to resolve themselves. We are already planning on looking at these bills, looking at them once we have certainty over where the Copyright Act is, to do an evaluation of whether there are other things that need to be done in the Copyright Act in order to facilitate repair and interoperability.

**Senator Marshall:** I would be very receptive to studying any amendments put forward to the bill that come from the department, so I look forward to that time. Thank you.

**The Chair:** I think this discussion is for another day, but we keep hearing threads of it through these two discussions in the last two days, which is that we have a lot of innovation and creativity here, but it disperses or doesn't grow large enough, or it's sold to an American. We keep having this same problem, and we are trying to find mechanisms and ways to stay ahead of the game and support those who are innovators. Senator Marshall is reflecting testimony we have heard for the last two years on this issue.

**Senator C. Deacon:** I'm going to try to build on Senator Marshall's insightful comments.

Professor Alissa Centivany at Western University has been a great researcher in this space in Canada, and we should be very proud of her work.

She's of the opinion that this legislation doesn't go far enough. Rather than allowing for interoperability, forcing interoperability — and I think we saw that in the EU last year or two years ago when USB-C became the forced standard for charging and connecting devices so that everybody doesn't have 15 different power cords to every single device that they have, and they don't work. It's just about the simplicity in people's lives and the ability to allow this in our world where the internet of things, industrially or commercially, for consumers is just not slowing.

What are your thoughts there, especially in light of what Senator Marshall just said? Why are we not going further? Why are we not following the lead we've seen in the EU and other places, where we are saying, "No, you must demonstrate interoperability in the markets that you operate"?

**M. Blonar :** Le droit de réparer faisait partie du mandat de mon ministre. Les projets de loi d'initiative parlementaire ont été déposés et, honnêtement, l'impasse dans laquelle nous nous trouvons est en partie due au fait que nous ne pouvons pas apporter d'amendement à des articles qui ont déjà été amendés et qui sont actuellement examinés par la Chambre sans créer un certain degré de chaos.

Nous attendions que l'on achève l'étude de ces deux projets de loi. Nous prévoyons déjà d'examiner ces projets de loi, une fois que nous saurons ce qu'il adviendra de la Loi sur le droit d'auteur, afin de déterminer si d'autres modifications pourraient être apportées à la Loi sur le droit d'auteur pour faciliter la réparation et l'interopérabilité.

**La sénatrice Marshall :** J'étudierai volontiers tout amendement au projet de loi émanant du ministère, et j'attends donc ce moment avec impatience. Merci.

**La présidente :** Je pense que nous devons aborder cette question un autre jour, mais au cours des discussions de ces deux derniers jours, nous n'avons cessé d'entendre qu'il y a beaucoup d'innovation et de créativité ici, mais que ces inventions se dispersent, ne prennent pas suffisamment d'ampleur, ou sont vendues à des Américains. Nous avons toujours le même problème et nous essayons de trouver des mécanismes et des solutions pour rester compétitifs et soutenir les personnes qui innovent. La sénatrice Marshall fait écho aux témoignages que nous avons entendus ces deux dernières années sur cette question.

**Le sénateur C. Deacon :** Je vais essayer de m'appuyer sur les commentaires perspicaces de la sénatrice Marshall.

La professeure Alissa Centivany, de l'Université Western, est une excellente chercheuse dans ce domaine au Canada, et nous devrions être très fiers de son travail.

Elle estime que cette loi ne va pas assez loin. Au lieu de permettre l'interopérabilité, elle pense qu'on devrait l'imposer. Je pense que nous l'avons vu au sein de l'Union européenne l'année dernière ou il y a deux ans, lorsque les prises USB-C sont devenues la norme imposée pour le chargement et la connexion des appareils, afin que tout le monde n'ait pas 15 cordons d'alimentation différents pour chaque appareil. Il arrive que ces cordons ne fonctionnent pas. Le but est de simplifier la vie des gens et de permettre cette simplicité dans un monde où l'internet des objets, dans les domaines industriel et commercial, ne ralentit tout simplement pas pour les consommateurs.

Qu'en pensez-vous, surtout à la lumière de ce que vient de dire la sénatrice Marshall? Pourquoi n'allons-nous pas plus loin? Pourquoi ne suivons-nous pas l'exemple de l'Union européenne et d'autres pays, qui disent : « Non, vous devez démontrer l'interopérabilité sur les marchés dans lesquels vous faites affaire »?

We can do that through standards. We can do it through any number of means. It's why planes stay in the sky, for the most part, and cars are safe. It's standards.

**Mr. Blonar:** That's a big question that goes way beyond copyright, but I personally agree that these are all good things. Ultimately, the sale of products is more of a provincial matter than it is a federal matter.

At the end of the day, what this is doing is ensuring that the Copyright Act doesn't act as a barrier to all of these things. We are strong believers that is what this bill is doing, and we want to ensure that when the legislator, whether it be at the federal or provincial level, decides that they are ready to do this — and if new standards arise — the Copyright Act doesn't stand in the way of these things.

It's also one thing to say that you have a new standard, and the standard is the USB-C plug, as you said, and it's great that it could be used for power, but without these changes — well, they already exist, but what these changes do are they potentially expand the ability of interoperability so that, yes, maybe the standard is all devices will be powered through a USB, but isn't it also nice to ensure that if somebody wants to create a new form of power adapter that may also provide network capabilities at the same time via a USB, then it's not a proprietary device. At that point, the end device is able to leverage and reverse-engineer the software so that it can benefit from that. I think that's what this bill does.

**Senator C. Deacon:** It's an important first step.

**Mr. Blonar:** Absolutely.

**Senator C. Deacon:** Thank you.

**The Chair:** As a quick follow-up, we heard from MP Patzer that he learned from consultations with his own provincial government that they kind of wait for Ottawa to do it. They don't want to keep doing this and then have it challenged or not match and all the rest of it. It's a little bit in response to what Senator Marshall was saying. Is it not incumbent on you folks to take the lead?

**Mr. Blonar:** On repair and interoperability, the lead can start anywhere. We all need to work together. It really is a collaborative effort to ensure that the public has access to the devices they want and that we enable companies to ensure that products are able to speak to each other. We don't want to lock

Nous pourrions le faire au moyen de normes. Nous pourrions le faire de nombreuses façons. C'est la raison pour laquelle les avions restent dans le ciel, pour la plupart, et c'est ce que garantit que les voitures sont sûres. C'est grâce aux normes.

**M. Blonar :** Cette question est bien plus vaste que celle du droit d'auteur, mais je suis personnellement d'accord pour dire qu'il s'agit de bonnes mesures. Au bout du compte, la vente de produits relève davantage des provinces que du gouvernement fédéral.

Au bout du compte, ce projet de loi vise à garantir que la Loi sur le droit d'auteur ne constitue pas un obstacle à toutes ces choses. Nous croyons fermement que c'est ce que fait ce projet de loi, et nous voulons nous assurer que lorsque le législateur, que ce soit au niveau fédéral ou provincial, décidera qu'il est prêt à prendre ces mesures — et si de nouvelles normes voient le jour — la Loi sur le droit d'auteur ne constituera pas un obstacle.

En outre, c'est bien de dire qu'il y a une nouvelle norme, et que la norme exige l'utilisation de prises USB-C, comme vous l'avez dit, et il est formidable qu'on puisse les utiliser pour l'alimentation, mais sans ces changements... Ils existent déjà, mais si l'on élargit la capacité d'interopérabilité de façon à ce que tous les appareils soient alimentés au moyen d'une prise USB, ne devons-nous pas également nous assurer que si quelqu'un veut créer un nouvel adaptateur qui offre également des capacités de réseau via une prise USB, il ne s'agisse pas d'un appareil propriétaire. À ce stade, l'appareil final pourrait utiliser le logiciel et l'on pourrait procéder à une rétro-ingénierie afin d'en tirer parti. Je pense que c'est ce que fait ce projet de loi.

**Le sénateur C. Deacon :** Il s'agit d'une première étape importante.

**M. Blonar :** Tout à fait.

**Le sénateur C. Deacon :** Merci.

**La présidente :** En guise de suivi rapide, le député Patzer nous a dit qu'il avait appris, lors de consultations auprès de son propre gouvernement provincial, que les provinces attendent en quelque sorte qu'Ottawa agisse. Elles ne veulent pas continuer à travailler sur cette question et que l'on conteste les mesures qu'elles prendront ou qu'on leur dise qu'elles ne sont pas conformes à la loi ou autre. C'est un peu ce que disait la sénatrice Marshall. Ne vous incombe-t-il pas de prendre les devants?

**M. Blonar :** En ce qui concerne la réparation et l'interopérabilité, n'importe qui peut prendre l'initiative. Nous devons tous travailler ensemble. Nous devons réellement déployer des efforts de collaboration pour que le public ait accès aux appareils qu'il souhaite utiliser et que les entreprises veillent

consumers into one given ecosystem so that they cannot repair their devices. At the end of the day, the Copyright Act should not be the tool used to prevent that.

**The Chair:** Yes, I think you are right on that one.

**Senator Yussuff:** Mr. Blanar, thank you again for being here a second day. You may get tired of us, or we may get tired of you; I don't know which.

Coming back to these two bills — yesterday's bill and today's bill — if they should make it through the chamber and become law, what is the department's game plan in promoting the changes so that Canadians are aware they now have this legal right to repair devices, which is a right that was not so readily available to them before? Knowledge is really important, as well as seeking support from all the small businesses that will be trying to tackle the opportunities that come with the passage of this legislation. Does the department have any game plan to promote this, other than simply adopting the law and hoping that people figure it out or learn about it in some manner?

**Mr. Blanar:** I know the government has recently completed a second set of consultations on the right to repair. Another section of the department is leading that. They are tackling it from a broader perspective than copyright. We actually had a consultation in 2021 on the copyright angles to repair and interoperability. Coming out of those consultations, there might be some learning and some new initiatives.

Our branch has a program to help sponsor, basically, intellectual property legal clinics. We are trying to get the word out about intellectual property in general and the changes. We will continue to work on that side of it. Again, repair and interoperability are much broader issues than the copyright angle. We will obviously make it known to practitioners in the field of copyright and in the field of intellectual property that these changes are taking place. We're hoping that will go a long way toward disseminating the knowledge to those who need to know this.

**Senator Yussuff:** As you know, advocacy for this has existed for a long time. Consumer organizations have been saying this is long overdue from two angles: obviously on the sustainability angle but also on the opposite side when it can be cheaper to fix something than to replace it at the end of the day.

à ce que les produits puissent communiquer entre eux. Nous ne voulons pas enfermer les consommateurs dans un écosystème donné qui les empêcherait de réparer leurs appareils. Au bout du compte, la Loi sur le droit d'auteur ne doit pas servir à les empêcher de le faire.

**La présidente :** Oui, je pense que vous avez raison sur ce point.

**Le sénateur Yussuff :** Monsieur Blanar, je vous remercie à nouveau de comparaître une deuxième fois. Vous allez peut-être vous lasser de nous, ou peut-être que c'est nous qui nous lasserons de vous; je ne le sais pas.

Pour en revenir à ces deux projets de loi — celui d'hier et celui d'aujourd'hui — s'ils sont adoptés par le Parlement et deviennent loi, comment le ministère pense-t-il promouvoir ces changements afin que les Canadiens sachent qu'ils ont désormais le droit légal de réparer leurs appareils, un droit qui n'était pas si facilement accessible auparavant? La connaissance est vraiment importante, de même que l'obtention du soutien de toutes les petites entreprises qui essaieront de saisir les opportunités qui découleront de l'adoption de cette loi. Le ministère a-t-il un plan pour promouvoir cette loi, ou va-t-il se contenter de l'adopter et espérer que les gens en découvrent l'existence ou en entendent parler d'une manière ou d'une autre?

**M. Blanar :** Je sais que le gouvernement a récemment achevé une deuxième série de consultations sur le droit à la réparation. C'est une autre section du ministère qui s'en charge. Ils abordent cette question d'un point de vue plus général que le droit d'auteur. Nous avons en fait mené une consultation en 2021 sur les aspects du droit d'auteur liés à la réparation et à l'interopérabilité. Les récentes consultations pourraient nous permettre de tirer des enseignements et de lancer de nouvelles initiatives.

Notre direction générale a mis en place un programme visant à parrainer des cliniques juridiques sur la propriété intellectuelle. Nous essayons de faire connaître la propriété intellectuelle en général et les changements à venir. Nous continuerons de nous occuper de cet aspect de la question. Je précise encore une fois que la réparation et l'interopérabilité sont des questions beaucoup plus vastes que celles du droit d'auteur. Nous ferons évidemment savoir aux praticiens du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle que ces changements sont en cours. Nous espérons que cela contribuera grandement à diffuser ces connaissances auprès de ceux qui ont besoin de les connaître.

**Le sénateur Yussuff :** Comme vous le savez, on cherche à défendre ces intérêts depuis longtemps. Les organisations de consommateurs affirment qu'il est grand temps d'apporter ces changements, et ce pour deux raisons : la durabilité, bien sûr, mais aussi le fait qu'en fin de compte, il peut être moins coûteux de réparer quelque chose que de le remplacer.

Is the department considering collaborating with some of those organizations or redoing some of this work and advocating for it? Of course, we would like to see much more knowledge reach out to Canadians so that they can at least be aware of how to deal with things. Most often, when a product doesn't work, we take it to the dump, and we replace it with whatever the next model might be.

**Mr. Blonar:** On the right to repair consultation that was just completed, the department was working with Environment and Climate Change Canada. This is definitely not something being done in isolation from the rest of government. Absolutely, this initiative is across government, and I know it will be treated in the same way when it comes to the public rollout of any outcomes.

**Senator Yussuff:** I have a quick story. I bought a kettle, and it stopped working. I could see there was a problem with the lid. I called the manufacturer and said, "The kettle is perfect. There's nothing wrong with it, but the lid needs a spring. Can I purchase the spring?" They said, no, I couldn't purchase the spring. I had to get rid of the kettle because the lid didn't open anymore. The spring was broken.

My point is that Canadians go through the same frustrations day in and day out. I went on the internet looking for a supplemental way to buy the spring. Nowhere could I find a spring to fix the lid. Unfortunately, this is reality. What happened? The kettle ended up in the garbage although there was nothing wrong with it. I'm the mechanic in the house, but my point is that this is a common problem in every household across this country.

These two bills are long overdue. They will do tremendous good for the country if there are broader opportunities to fix things, rather than just getting rid of them.

**Senator Varone:** I'm in favour of the bill, but this is what I struggle with: Copyright allows inventors to be compensated for their inventions. Interoperability diminishes the return for copyright holders. We have the inverse here. When you look at the drug industry, the brand name drugs have a time frame for when they can exploit the drug before the generics get to cash in.

Before interoperability becomes reality, has there been any thought of a time frame to allow the copyright holder to recoup his or her investment? This is about creativity, but if you shortchange the inventors, are you cutting off your nose to spite your face?

Le ministère envisage-t-il de collaborer avec certaines de ces organisations ou de recommencer certains de ces travaux et de défendre ces intérêts? Bien entendu, nous aimerions que les Canadiens soient beaucoup mieux informés à cet égard afin qu'ils sachent au moins comment gérer ces situations. Le plus souvent, lorsqu'un produit ne fonctionne pas, nous le mettons à la décharge, et nous le remplaçons par le modèle suivant, quel qu'il soit.

**M. Blonar :** Dans le cadre de la consultation sur le droit à la réparation qui vient de s'achever, le ministère a travaillé avec Environnement et Changement climatique Canada. Il ne s'agit certainement pas d'une initiative dont le reste du gouvernement est tenu à l'écart. L'ensemble du gouvernement prend certainement part à cette initiative, et je sais que cette initiative sera traitée de la même manière lorsqu'il s'agira de rendre publics ses résultats.

**Le sénateur Yussuff :** J'ai une petite histoire à raconter. J'ai acheté une bouilloire, et elle a cessé de fonctionner. Je voyais bien que le problème était lié au couvercle. J'ai appelé le fabricant, et je lui ai dit : « La bouilloire est en parfait état, mais le couvercle a besoin d'un ressort. Puis-je acheter le ressort? » On m'a répondu que, non, je ne pouvais pas acheter le ressort. J'ai dû me débarrasser de la bouilloire parce que le ressort était cassé et que le couvercle ne s'ouvrait plus.

Ce que je veux dire, c'est que les Canadiens vivent les mêmes frustrations jour après jour. J'ai cherché sur Internet un autre moyen d'acheter le ressort, mais je n'ai trouvé aucun ressort pour réparer le couvercle où que ce soit. C'est malheureusement la réalité que nous vivons. Que s'est-il passé? La bouilloire a fini à la poubelle alors qu'elle ne présentait aucun problème. Je suis le mécanicien de la maison, mais ce que je veux faire valoir, c'est qu'il s'agit d'un problème courant dans tous les ménages du pays.

Ces deux projets de loi sont attendus depuis longtemps. Ils seront extrêmement bénéfiques pour le pays s'ils offrent de plus grandes possibilités de réparer les choses, au lieu de se contenter de s'en débarrasser.

**Le sénateur Varone :** Je suis favorable au projet de loi, mais voici ce qui me pose un problème : le droit d'auteur permet aux inventeurs d'être rémunérés pour leurs inventions. L'interopérabilité réduit le rendement des droits d'auteur pour ceux qui les détiennent. C'est le contraire de ce qui se produit dans le cas suivant. Dans l'industrie pharmaceutique, les propriétaires de médicaments de marque bénéficient d'un délai d'exploitation avant que les fabricants de médicaments génériques puissent tirer parti des médicaments en question.

Avant que l'interopérabilité ne devienne une réalité, a-t-on envisagé de prévoir un délai qui permettrait au détenteur des droits d'auteur de récupérer l'argent qu'il a investi? Cela concerne la créativité, mais si nous flouons les inventeurs, ne scions-nous pas la branche sur laquelle nous sommes assis?

**Mr. Blanar:** First, when it comes to rewarding inventions, that is the purview of patent law, not copyright law. The inventor of a new patentable invention will not be impacted by anything that we are doing here.

**Senator Varone:** Excellent. Okay.

**Mr. Blanar:** With respect to interoperability, we believe it will, in fact, help the ecosystem overall because it will allow more people to tinker around the edges of the invention and potentially improve it and create add-ons or ways to actually expand a product's usefulness. This is actually a principle of patent law as well, where you can build upon what came before.

At the end of the day, one of the important caveats of this exemption — and I know that MP Patzer touched on this — is the non-application provision. If the TPM is circumvented, and if it turns out that it was not done for the purpose of interoperability or repair but for an otherwise infringing purpose, then the exception doesn't apply in the first place. It doesn't become a defence to infringement. It also protects inventors, creators and software makers in that way.

**Senator Varone:** Thank you.

**Senator Loffreda:** I would like to continue on Senator Varone's question and my earlier question, and you mentioned building upon what came before.

Do we have sufficient measures in place to prevent potential abuse of copyright exceptions? If so, what measures are in place, particularly in cases where interoperability might infringe on intellectual property? Is that a concern?

**Mr. Blanar:** That's a great question. It's absolutely a concern, and, again, that is why we have a non-application provision in both Bill C-244 and Bill C-294. So the minute that the circumvention is used for an infringing purpose, then the exception doesn't apply in the first place. It doesn't become a defence and create a free-for-all, allowing somebody to claim that they are doing this for the purpose of interoperability and then they opened up the digital lock, allowing a free-for-all.

The example I like to use is that of a real lock. It's like saying, "I can pick the lock if I own the apartment behind it. I can authorize someone to do it for me." But let's say I'm renting that apartment out. If I do that for the purpose of stealing something from the person who lives there, then even though I am the

**M. Blanar :** Premièrement, c'est le droit des brevets qui récompense les inventeurs, et non le droit d'auteur. L'inventeur d'une nouvelle invention brevetable ne sera pas touché par ce que nous faisons en ce moment.

**Le sénateur Varone :** Excellent. D'accord.

**M. Blanar :** En ce qui concerne l'interopérabilité, nous pensons qu'elle aidera en fait l'écosystème dans son ensemble, car elle permettra à un plus grand nombre de personnes de retoucher certains aspects de l'invention, de l'améliorer potentiellement et de créer des accessoires ou des moyens d'étendre l'utilité d'un produit. C'est en fait un principe abordé dans le droit des brevets, selon lequel il est possible d'élaborer quelque chose à partir de ce qui a été fait auparavant.

En fin de compte, l'une des réserves importantes de cette exemption — et je sais que le député Patzer en a parlé —, c'est la disposition d'exclusion. Si la mesure technique de protection, ou MTP, est contournée et s'il s'avère que cela n'a pas été fait à des fins d'interopérabilité ou de réparation, mais plutôt à des fins de contrefaçon, l'exemption ne s'applique pas en premier lieu. Elle ne devient pas un moyen de défense contre la contrefaçon. Elle protège également les inventeurs, les créateurs et les développeurs de logiciels de cette manière.

**Le sénateur Varone :** Je vous remercie de vos réponses.

**Le sénateur Loffreda :** J'aimerais donner suite à la question du sénateur Varone et à la question que j'ai posée plus tôt, et vous avez mentionné la possibilité d'élaborer quelque chose à partir de ce qui a été fait auparavant.

Disposons-nous de mesures suffisantes pour prévenir l'utilisation potentiellement abusive des exceptions au droit d'auteur? Dans l'affirmative, quelles mesures ont été mises en place, en particulier dans les cas où l'interopérabilité pourrait porter atteinte à la propriété intellectuelle? S'agit-il d'une préoccupation?

**M. Blanar :** C'est une excellente question. C'est certainement une préoccupation, et je précise encore une fois que c'est la raison pour laquelle une disposition d'exclusion est prévue à la fois dans le projet de loi C-244 et dans le projet de loi C-294. Par conséquent, dès que le contournement est utilisé à des fins de contrefaçon, l'exemption ne s'applique plus. Elle ne devient pas un moyen de défense et ne crée pas une situation où tout est permis et quelqu'un peut prétendre qu'il a contourné la MTP à des fins d'interopérabilité et qu'il a ensuite ouvert le verrou numérique, créant ainsi une situation où tout est permis.

L'exemple que j'aime utiliser est celui d'un vrai verrou. Cela revient à dire que je peux crocheter le verrou si je suis propriétaire de l'appartement qui se trouve derrière le verrou, et que je peux autoriser quelqu'un à le faire pour moi. Mais disons que je loue cet appartement à quelqu'un. Si je crochète le verrou

owner of the apartment, the picking of the lock in the first place becomes illegal.

**Senator Loffreda:** Thank you.

**Senator C. Deacon:** Thank you for being with us, and thanks for your clear answers. We have been studying these two bills in concert because there is a strong relationship and correlation between the two of them. From your standpoint, that has not been a problem, has it? I want to confirm that you feel comfortable that the way we're studying this makes sense and that moving these bills at the same time will bring about the clarity that may be needed in the Copyright Act at this time.

**Mr. Blanar:** These two bills complement each other very well. We often say that while Bill C-294 is not the right to repair, it goes to the same spirit. It goes to the idea that if we're trying to preserve the use of products, and we're trying to avoid them ending up in a landfill, these are the kinds of things that will help, whether it's the repair of the product or the continued use and enhancements to products.

**Senator C. Deacon:** I like the way you said that. They are doing different things, but the spirit is the same. It really is about reducing costs to consumers, reducing waste and increasing productivity.

**Mr. Blanar:** Absolutely.

**Senator C. Deacon:** Thank you very much.

**The Chair:** Thank you all very much. This has been a very efficient look at these two pieces of legislation. I appreciate the work of Mr. Blanar. Thank you very much to Mr. Blanar, and thanks to his colleague Mr. Laforest, both from the Copyright and Trademark Policy Directorate. You can take tomorrow off. We won't be questioning you anymore. We appreciate your contributions.

(The committee continued in camera.)

dans le but de voler quelque chose à la personne qui y vit, alors le crochetage du verrou devient illégal même si je suis le propriétaire de l'appartement.

**Le sénateur Loffreda :** Je vous remercie de vos réponses.

**Le sénateur C. Deacon :** Je vous remercie de vous être joint à nous et de nous donner des réponses claires. Nous avons étudié ces deux projets de loi en même temps parce qu'il existe une corrélation et un lien étroit entre les deux. De votre point de vue, cela n'a pas posé de problème, n'est-ce pas? Je veux confirmer que vous pensez que la façon dont nous étudions la question est sensée et que le fait de présenter ces projets de loi en même temps apportera les éclaircissements dont la Loi sur le droit d'auteur a peut-être besoin à l'heure actuelle.

**M. Blanar :** Ces deux projets de loi se complètent très bien. Nous disons souvent que le projet de loi C-294 ne porte pas sur le droit à la réparation, mais qu'il s'inscrit dans le même esprit. Il repose sur l'idée que si nous nous efforçons de préserver l'utilisation des produits, et que nous tentons d'éviter qu'ils ne finissent dans des sites d'enfouissement, ces genres d'efforts nous aideront, qu'il s'agisse de la réparation des produits, de leur utilisation continue ou de leur amélioration.

**Le sénateur C. Deacon :** J'aime la façon dont vous avez décrit cela. Les projets de loi accomplissent des choses différentes, mais ils s'inscrivent dans le même esprit. Il s'agit vraiment de réduire les coûts assumés par les consommateurs, de réduire les déchets et d'augmenter la productivité.

**M. Blanar :** Tout à fait.

**Le sénateur C. Deacon :** Je vous remercie de vos réponses.

**La présidente :** Je vous remercie tous de votre participation. L'examen de ces deux mesures législatives a été très efficace. Monsieur Blanar, je vous suis reconnaissante de votre travail, et je vous en remercie, vous et votre collègue, M. Laforest, qui relevez tous deux de la Direction de la politique du droit d'auteur et des marques de commerce. Vous pouvez prendre congé demain, car nous n'aurons plus besoin de vous interroger. Toutefois, nous vous sommes reconnaissants de vos contributions.

(La séance se poursuit à huis clos.)